

Les Analyses du Centre Jean Gol



Analyse sur le gaspillage des ressources

Mai 2014

Administrateur délégué : Richard Miller
Directrice : Laurence Glautier
Directeur scientifique : Corentin de Salle

Les analyses du Centre Jean Gol sont réalisées chaque année par une équipe de chercheurs dans le cadre de diverses thématiques correspondant aux interrogations, interpellations et suggestions de son public. Consacrées à des sujets pointus ou à des problèmes d'actualité, elles se veulent des outils de réflexion et d'information mais également des pistes de solution permettant à son public de mener à bien ses actions sur le terrain.

Avenue de la Toison d'Or 84-86
1060 Bruxelles
Tél. : 02.500.50.40
cjg@cjg.be

Analyse sur le gaspillage des ressources

C'est une certitude : Electrabel ferme la plus puissante centrale à gaz de Belgique, à savoir le site de Drogenbos. Cette décision fait suite à la mise sous cloche de Seraing et de Vilvorde, deux centrales également performantes et opérationnelles. La centrale de Marcinelle - vieille de 5 ans - va elle aussi fermer. Dans le même temps, le gouvernement s'apprête à subsidier massivement la construction... d'une nouvelle centrale à gaz : le Secrétaire d'Etat à l'Energie a effectivement lancé un appel d'offre très récemment. Cette décision absurde, ce gaspillage éhonté résultent non pas de l'inconséquence de l'intéressé mais de l'incapacité du monde politique à remettre en cause la pertinence de la politique énergétique européenne actuelle d'inspiration écologiste. Indispensables au maintien de notre approvisionnement énergétique, les centrales à gaz, florissantes partout ailleurs dans le monde, sont rendues déficitaires par la politique verte des quotas et la subsidiation pharaonique de l'industrie renouvelable intermittente. Contraintes de fonctionner à un régime inférieur à leur seuil de rentabilité, elles ferment leurs portes un peu partout en Europe. Ainsi, la semaine passée, pour la première fois de son histoire, Electrabel annonçait une perte de près d'un milliard € pour 2013.

Gaspillage écologiste des ressources ! L'accusation semble inepte, gratuite, grotesque, scandaleuse. S'il y a bien une idéologie qui prône la parcimonie, la sobriété, la simplicité, c'est l'écologisme. Comment un courant de pensée qui exhorte constamment à se limiter, à consommer moins, à consommer mieux, à consommer de manière responsable pourrait-il être accusé de conduire au gaspillage ?

Pourtant, les faits sont là. Cette politique énergétique menée cette dernière décennie se solde par un prodigieux gaspillage des ressources. La marche forcée vers l'énergie 100% renouvelable est une stratégie suicidaire. Il y a trois ans, Gérard Mestrallet, CEO de GDF Suez illustre ce phénomène de dilapidation par une plaisante métaphore : « Je prends l'exemple d'une île ayant besoin de 1000 mégawatts pour ses habitants et ses industries. L'île veut être verte. Donc elle construit 1.000 mégawatts d'éoliennes. C'est très bien, surtout quand il y a du vent, c'est à dire 30% du temps. Mais comme les consommateurs veulent de l'électricité tout le temps, il faut construire à côté de ces éoliennes 1.000 mégawatts de turbines à gaz qu'on peut mettre en route comme des mobylettes quand il n'y a pas de vent et les éteindre quand il y a du vent. Résultat des courses: on va payer trois fois. D'abord parce qu'il faut construire deux systèmes, 2.000 mégawatts, alors que l'île n'a besoin que de 1.000. Deuxièmement il faudra subventionner les éoliennes et troisièmement, les turbines à gaz vont fonctionner seulement 70% du temps et donc le coût en capital du mégawattheure va être augmenté à due concurrence ».

Et encore, la réalité dépasse la fiction de Mestrallet car, en Belgique, l'on paye en réalité quatre fois. On l'a dit : l'Etat veut subsidier la construction d'une nouvelle centrale à gaz pour remplacer des centrales flambant neuves mais que l'Etat empêche de tourner à plein rendement. Pourtant, ce secteur bat des records de rentabilité partout ailleurs en dehors de l'Europe, c'est-à-dire partout où les dirigeants ne se gargarisent pas de l'idéologie du développement durable.

L'énergie est devenue plus chère mais aussi moins fiable car moins abondante en raison de ces fermetures. De l'aveu même du secrétaire d'Etat frôlé le black out le 17 janvier 2013 : autre

gaspillage potentiel car la Voka estime le coût d'une coupure d'électricité de 1,2 à 3 milliards €/jour.

Le renouvelable crée de l'emploi ? Sophisme. Un emploi qui coûte plus cher à la collectivité que la richesse qu'il permet de créer est un gaspillage. A suivre cette logique, sans camions et avec des brouettes, on embaucherait 2500 fois plus de travailleurs dans la construction... L'université Juan Carlos à Madrid a fait le calcul : un emploi vert détruit 2,2 emplois gris car il concurrence de manière déloyale des activités non subsidiées et parce que l'argent nécessaire à sa création ne sera pas consacré à créer plus d'emplois dans des secteurs plus rentables.

Certaines filières sont beaucoup plus onéreuses que d'autres. Ainsi l'électricité d'origine photovoltaïque est sept à dix fois plus chère que celle produite par le nucléaire amorti et deux à trois fois plus chère que celle fabriquée à partir du nouveau nucléaire (EPR) ; l'électricité produite par le gaz est plus chère que celle produite par le charbon, mais moins chère que celle produite par le nouveau nucléaire, etc. Certes, tout miser sur l'énergie la moins chère serait une erreur : seul un bouquet énergétique équilibré garantit la sécurité. Pourtant, un peu partout en Europe, l'Etat a opté pour les filières les plus onéreuses. En Allemagne, la loi sur les énergies renouvelables a, de 2000 à 2013, coûté pas moins de 435 milliards € pour un résultat nul en terme de réduction de CO2 : en 2000, les centrales émettaient 342 millions de tonnes de CO2 alors qu'en 2012, elles en ont produit...349. Par ailleurs, l'Allemagne, reconvertie au charbon, est devenue le pire pollueur de l'UE. En France, un rapport de la Cour des comptes du 16 janvier 2014 accuse le gouvernement de privilégier le développement des énergies renouvelables au détriment de la recherche des économies d'énergie dans les secteurs les plus émetteurs de gaz à effet de serre (en particulier le transport et l'agriculture). Elle fustige la légèreté avec laquelle les choix ont été faits alors que des dizaines de milliards € ont été engagés.

Pas d'éolien sans centrales à gaz en appui. Pourquoi avoir choisi l'éolien si l'on désirait réellement réduire le niveau des émissions ? Pourquoi avoir subventionné à outrance la source d'énergie la plus onéreuse qui soit, à savoir l'énergie photovoltaïque, a fortiori dans un pays aussi peu ensoleillé que la Belgique ? Pourquoi, si l'on désirait réduire la consommation énergétique, ne pas avoir subventionné en priorité l'isolation des bâtiments et des habitations ? Pourquoi ne pas avoir favorisé la modernisation des centrales à énergie fossile alors que la technologie permet aujourd'hui de réduire substantiellement les émissions de CO2 ? Ces choix déraisonnables ont fait hausser le coût de l'électricité de manière considérable au détriment du particulier et de l'industrie : le consommateur dépense plus de ressources que ce qu'il devrait dépenser si cette politique de soutien n'existait pas, ressources qui ne seront pas investies ailleurs (au profit de la relance économique) ou affectées à des dépenses plus utiles aux ménages. Le gaspillage est total : non seulement, il a été investi à fonds perdus (et continue à l'être !) car le secteur du renouvelable intermittent - alors qu'il pourrait devenir rentable dans un marché libre - est moribond mais, en outre, il favorise les investissements spéculatifs à court terme d'industriels cyniques uniquement intéressés par une rente étatique temporaire.

Ignorant les vertus optimisatrices du marché, les écologistes qui pointent mécaniquement du doigt le prétendu gaspillage de l'économie capitaliste, feraient bien de (re)lire Karl Marx. Reprochant aux libéraux leur cupidité, il les accusait, dans le Livre III, Chapitre V, de son célèbre Capital, de se faire de l'argent sur tout, y compris dans le recyclage des déchets. Le capitaliste, pour reprendre ses termes, est « un fanatique de l'économie des moyens de production ». Venant

de son ennemi juré, peut-on rêver meilleur hommage au caractère authentiquement « durable » du capitalisme ?